

# REQUÊTE POUR ARRÊTER LE BUDGET DE LA TUTELLE ET EN PRELEVEMENT DE FONDS

**Je soussigné ( e ) :** nom : ..... prénom : .....

Adresse : .....

**Agissant en qualité de tuteur de :**

Nom et prénom de la personne sous tutelle : .....

Date de naissance de la personne sous tutelle : .....

Adresse de la personne sous tutelle : .....

**propose le budget annuel de la tutelle suivant afin que celui-ci soit arrêté et que soient déterminées les sommes annuellement nécessaires à l'entretien de la personne protégée et au remboursement des frais d'administration de ses biens :**

	<b>RESSOURCES ANNUELLES ESTIMEES</b>		<b>DEPENSES ANNUELLES ESTIMEES</b>
<b>salaire net imposable annuel</b>		<b>loyer</b>	
<b>pensions ou rentes annuelles nettes</b>		<b>séjour maison de retraite ou hôpital</b>	
<b>BIC ou BNC</b>		<b>emprunts immobiliers</b>	
<b>indemnités chômage</b>		<b>emprunts personnels et crédits à la consommation</b>	
<b>revenus mobiliers</b>		<b>impôt sur le revenu</b>	
<b>revenus fonciers</b>		<b>taxe foncière</b>	
<b>RMI</b>		<b>taxe d'habitation</b>	
<b>allocation adulte handicapé</b>		<b>habillement</b>	
<b>aides aux personnes âgées</b>		<b>eau / électricité / gaz</b>	
<b>aides au logement</b>		<b>essence / entretien véhicules</b>	
<b>pensions alimentaires</b>		<b>entretien habitation ou propriétés (réparations locatives, réfections, travaux d'aménagement)</b>	
		<b>renouvellement appareils ménagers</b>	

		<b>pensions alimentaires</b>	
		<b>loisirs (abonnements etc)</b>	
		<b>assurances</b>	
		<b>mutuelle</b>	
<b>autres</b>		<b>autres</b>	
<b>total</b>		<b>total</b>	
<b>SOLDE</b>			

**sollicite en conséquence que soit fixée la somme annuelle suivante nécessaire à l'entretien de la personne protégée et au remboursement des frais d'administration de ses biens : ..... et que, le budget étant déficitaire, soit prélevée une somme mensuelle de..... sur les comptes et placements suivants :**

- ▶
- ▶
- ▶

Je joins à ma requête :

- ▶ justificatifs ressources et dépenses : avis d'imposition, derniers bulletins de salaire, bilan comptable, attestations de droits (CAF, MSA, ASSEDIC), état des placements financiers et des comptes, justificatifs crédits et emprunts, quittance de loyer, factures maison de retraite, mutuelle etc...
- ▶ les relevés bancaires à jour des placements, livrets et comptes.

DATE :

SIGNATURE :

### ORDONNANCE EN RETRAIT DE FONDS

Nous, \_\_\_\_\_, Juge des contentieux de la protection au Tribunal Judiciaire de LORIENT, assisté de Greffier

Vu la requête ci-dessus et les pièces jointes ;

Vu l'article 500 du code civil,

attendu que les sommes nécessaires à l'entretien de la personne protégée et au remboursement des frais d'administration de ses biens peuvent être fixées à la somme annuelle de \_\_\_\_\_ ;

que le budget apparaît déficitaire à hauteur de la somme de \_\_\_\_\_ par an, soit la somme mensuelle de \_\_\_\_\_ ;

qu'il convient donc, dans l'intérêt du majeur protégé, d'autoriser le tuteur à prélever la somme mensuelle de \_\_\_\_\_ sur :

- ▶ \_\_\_\_\_ et ce jusqu'à épuisement du placement ;
- ▶ puis sur \_\_\_\_\_ et ce jusqu'à épuisement du placement ;
- ▶ puis sur \_\_\_\_\_ et ce jusqu'à épuisement du placement ;

Ordonnons l'exécution provisoire ,

Fait en notre cabinet le

Le greffier,

Le Juge des contentieux de la protection,